TURQUIE, ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Le courant islamiste subit un net recul

Par Hassane Zerrouky

Photo : DR

Habitué aux victoires électorales, Tayyip Erdogan a pour coutume, dès l'annonce des résultats d'un scrutin, de s'adresser à la foule de ses sympathisants. C'est ce qu'il avait fait en août dernier, lorsqu'il a remporté l'élection présidentielle dès le 1er tour, avec 52% de voix, et ce, avant de s'en aller prier à la mosquée Ayup, là où justement tous les sultans ottomans prêtaient serment après leur intronisation. Cette fois-ci, en cette soirée du 7 juin, pas de discours, pas d'image du sultan, mais un silence assourdissant. Tayyip Erdogan, qui avait fait de ces élections législatives un test crucial, a essuyé une défaite lourde de conséquences pour lui et son parti.

Un coup d'arrêt a été mis au règne sans partage de l'AKP depuis 12 ans

Au soir de ce 7 juin, à l'annonce des résultats, les Turcs n'en revenaient pas. L'AKP (Parti de la justice et du développement, issu de la mouvance islamiste), qui écrasait tout sur son passage, remportant scrutin sur scrutin entre 2002 et 2014, élargissant à chaque fois son audience, a non seulement marqué le pas, mais il venait d'essuyer un net recul. Le parti islamo-conservateur n'a récolté que 258 sièges (40,1% de voix) contre 327 dans le Parlement sortant, soit 69 députés en moins, et perdu du même coup la majorité parlementaire qu'il détenait depuis son arrivée au pouvoir en novembre 2002. Tayyip Erdogan, plus arrogant que jamais, trop sûr de lui, qui s'était complètement investi dans cette campagne, ne s'était-il pas fixé deux objectifs : faire élire au moins 280 députés, sur 550, afin de disposer d'une majorité des deux tiers dans le nouveau Parlement pour modifier la Constitution et, partant, faire basculer la Turquie d'un régime parlementaire où le chef de l'Etat a une fonction symbolique vers un régime présidentielle lui conférant tous les pouvoirs.

Son projet de «Nouvelle Turquie», de «Société de bien-être», inscrites dans son agenda, et qui devait lui permettre de caresser le rêve d'un destin comparable ou supérieur à celui de Mustapha Kemal, dit Atatürk, venait de prendre un coup dans l'aile. Lui qui voulait transformer ce scrutin en plébiscite pour sa personne, a complètement échoué. Tayyip Erdogan avait vu faux sur toute la ligne : les Turcs ont refusé de lui accorder les pleins pouvoirs via la «république présidentielle», qu'il voulait instaurer. Et Erdogan sera contraint de rechercher des alliances pour pouvoir gouverner.

Le HDP, que personne n'attendait, est le vrai vainqueur du scrutin

Avec 13,1% (80 élus), alors que personne ne donnait cher de sa peau, le HDP (Parti démocratique du peuple) est le vrai vainqueur de ce scrutin. «Nous avons remporté une grande victoire (...), ceux qui veulent la liberté, la démocratie et la paix ont gagné, ceux qui veulent l'autoritarisme, qui sont arrogants et qui se considèrent comme les seuls détenteurs de la Turquie ont perdu», a déclaré le chef de file du HDP, Selahattin Demirtas, 42 ans, à l'annonce des résultats du scrutin législatif.

Créé en juillet dernier, le HDP, qui est en train de prendre la suite du BDP (Parti pour la paix et la démocratie), est devenu l'obsession d'Erdogan, et ce, parce que contrairement au BDP qui reste aux yeux de l'opinion un parti régional, strictement kurde, le HDP, qui se veut un parti national, a pu franchir le seuil des 10% de voix, sans lesquels il ne pourrait pas siéger au Parlement, grâce à une stratégie de large rassemblement et pas exclusivement basée sur des valeurs identitaires kurdes. Il a rallié sous sa bannière une gauche turque éparpillée en de multiples groupes et associations, incarné les aspirations démocratiques exprimées par toute une jeunesse un certain mois de juin 2013 sur la place Taksim à Istanbul et dans plusieurs villes du pays, et qui avait mobilisé plus de 10 millions de personnes à travers le pays. Et incarné les aspirations des minorités ethniques (Arméniens, Arabes, Yézedis, Roms, Alevis) dont les identités ont été longtemps étouffées par le nationalisme kémaliste et, aujourd'hui, par l'idéologie islamo-nationaliste de l'AKP. C'est ainsi qu'il a fait élire des Arméniens, des Arabo-syriaques, des Alévies, des Yézédies et même une députée de la communauté rom d'Izmir.

Pourtant, rien n'aura été épargné au HDP. Tayyip Erdogan n'a raté aucune occasion pour stigmatiser le HDP et son leader Selahattin Demirtas. «Cela fait deux mois que le HDP est pris pour cible et décrit comme un traître à la patrie», a rétorqué Demirtas, qui a dénoncé devant plus de 200 000 personnes à Istanbul l'envolée du dollar et du chômage et la pauvreté qui touche près de 15 millions de personnes. Et ce, sans compter la violence à l'endroit des sièges du parti à Mersin et à Adana ciblés par deux attentats à la bombe. Ou plus grave, cet attentat à l'explosif en plein meeting électoral vendredi dernier à Diyarbakir, ayant fait 2 morts et plus de 200 blessés juste avant que Demirtas prenne la parole devant des dizaines de milliers de personnes.

Dans le basculement d'une partie de l'électorat turc en faveur du HDP, le positionnement pro-djihadiste de l'AKP dans le conflit syrien et la résistance des Kurdes à Kobané (Kurdistan syrien) face à l'Etat islamique (EI) y ont été pour beaucoup. Cette résistance remarquable a permis de briser les préjugés envers les Kurdes, y compris au sein des kémalistes du CHP où «les tendances nationalistes et conservatrices ont reculé», me confiait Ender Imrek, ex-fondateur du HDP rencontré à Istanbul.

Autres facteurs expliquant le recul électoral de l'AKP, le fait que le parti islamo-conservateur traîne de nombreuses casseroles. Les affaires de corruption ayant éclaboussé le sommet du pouvoir turc en décembre 2013 ont laissé des traces. Les purges massives de magistrats et de fonctionnaires de police coupables d'avoir enquêté sur ces affaires sur fond d'affrontement entre Erdogan et son ex-alliée, la confrérie islamiste Gülen, l'embastillement des journalistes et les opérations coup-de-poing contre les médias, les procès intentés contre les 236 militaires de haut rang accusés de fomenter un coup d'Etat contre le pouvoir de l'AKP (les militaires ont finalement été acquittés le 31 mars dernier), et l'implication d'Ankara dans la crise syrienne aux côtés des djihadistes, ont fortement écorné l'image d'Erdogan et de l'AKP aux yeux de l'opinion turque. Aussi, rien de surprenant, que le vent ne souffle plus en faveur des islamo-conservateurs qui se voulaient, au nom de l'islam, le parti des pieux, des honnêtes gens et des plus humbles.

S'y ajoute le libéralisme effréné de l'AKP. La croissance économique, qui affichait 8,9% fin 2010, connaît une forte décélération, passant de 4% en 2013, puis à un peu plus de 2% en 2014. La monnaie turque, la livre, est aussi en baisse par rapport au dollar, et de ce fait, l'inflation est en hausse (près de 9%). Les prix de certains produits et services ainsi que ceux des transports ont doublé, voire triplé et les inégalités sociales se sont creusées : le pays compte une cinquantaine de milliardaires alors que le salaire moyen ne dépasse pas les 580 euros par mois. Le chômage atteint les 12%. Et si la pauvreté a baissé entre 2002 et 2009, elle reste encore élevée en zone rurale où quelque 15 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. Et ce, sans compter la politique des grands travaux et les projets extravagants du chef de l'AKP, comme la construction du palais présidentiel, l'Aksaray, aussi imposant que le château de Versailles, ou le projet de plus grande mosquée du monde dominant le Bosphore, avec à la clé l'enrichissement sans vergogne des élites de son parti.

Autres perdants du scrutin : le Parti républicain du peuple (CHP, kémaliste) et le MHP (extrême-droite nationaliste)

Quant aux autres adversaires de l'AKP, le CHP (kémaliste, centre gauche) et le Parti de l'action nationale (MHP, droite nationaliste), ils auront également été les victimes collatérales de la percée du HDP. Bien qu'il ait recentré son discours sur le social, mis entre parenthèses ses penchants nationalistes, critiqué fortement la politique répressive d'Erdogan et dénoncé plus que de coutume sa politique syrienne et son alignement sur les Etats-Unis, le parti fondé par Mustafa Kemal n'a pas convaincu un électorat qui lui reproche ses anciennes amitiés avec l'armée turque quand elle se considérait détentrice des dogmes kémalistes. Le CHP n'a pratiquement pas progressé, obtenant 25,1 % de voix et 133 sièges (2 sièges en moins qu'en 2011). Enfin, avec 16,3 % de voix et 80 sièges, le MHP, connu pour son opposition extrême et virulente, à la limite raciste, à l'autonomie politique et culturelle des Kurdes et de toute autre minorité, se retrouve avec un nombre identique de sièges que le HDP. Se félicitant quelque peu bruyamment du revers subi par l'AKP, ces deux formations, qui n'ont en réalité rien gagné, seront sans doute tentées (c'est du moins vrai pour le MHP qui chasse sur les mêmes terres que l'AKP et défend à peu près les mêmes valeurs islamo-nationalistes) d'accepter d'entrer dans un gouvernement de coalition.

Vers de nouvelles élections

Sortant de son mutisme, Tayyip Erdogan a appelé jeudi à la formation d'un gouvernement de coalition. Il a chargé son Premier ministre, le peu charismatique Ahmet Davotoglu, de former un gouvernement de coalition dans un délai de 45 jours. Mais avec qui ? Telle est la vraie question car il ne lui sera pas simple de trouver des alliés. Si son Premier ministre venait à échouer, Erdogan serait contraint de convoquer des élections anticipées, sources de nouvelles inquiétudes pour le courant islamiste. Salahattin Demirtas, le dirigeant du HDP, qui refuse toute alliance avec l'AKP, s'est dit prêt pour un scrutin législatif anticipé.

H. Z.